

IL RÉPOND AUX MISES EN DEMEURE ADRESSÉES PAR LES POUVOIRS PUBLICS À SON ENTREPRISE, L'ETRHB

Ali Haddad s'explique

Le président du Forum des chefs d'entreprises et patron du groupe ETRHB, spécialisé dans les travaux publics, brise le silence. Sous les feux de la rampe depuis la mi-juillet, Ali Haddad finira par réagir à sa manière : il le fera en répondant aux mises en demeure que le gouvernement lui avait lancées depuis le 16 juillet dernier à propos des retards enregistrés dans la réalisation de certains projets qui concernent notamment les secteurs des transports, des travaux publics et des ressources en eau.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Les réponses du groupe ETRHB sont déclinées sous la forme d'une campagne publicitaire lancée à partir d'aujourd'hui, mercredi, à travers certains titres de la presse nationale. A chacune des mises en demeure du gouvernement, elles sont au nombre de neuf, le groupe ETRHB réagit par une «réponse à mise en demeure» où il donne sa propre version expliquant ou justifiant les retards ou autres défaillances relevés par les pouvoirs publics.

Pour rappel, toutes les mises en demeure du gouvernement ont fixé à l'ETRHB un délai de soixante jours pour, systématiquement et invariablement, pour chacun des neuf projets, satisfaire aux obligations suivantes : «Relancer les travaux arrêtés sans motif valable; relancer le chantier en moyens humains et matériels ; approvisionner le chantier en matériaux de construction et, enfin, respecter les engagements contractuels en général.»

Ce à quoi Ali Haddad répondra, via son groupe, au cas par cas. Il évoque, à son tour, des contraintes allant des «oppositions, retards pris par certains bureaux d'études ; les intempéries, les contournements nécessaires des zones urbaines : les retards de paiement de la

part du maître d'œuvre, c'est-à-dire l'Etat, etc. A titre d'exemple, prenant le cas de la nouvelle ligne ferroviaire à voie unique Relizane-Tiaret-Tissemsilt sur 185 km : «En réponse à la mise en demeure de l'Agence nationale d'étude et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (...) l'entreprise SPA Groupe ETRHB Haddad informe le maître d'œuvre que les travaux n'ont jamais été à l'arrêt et se déroulent dans de bonnes conditions.»

Ceci étant, le groupe ETRHB, lit-on dans la même réponse, «demande au maître de l'ouvrage de lever les contraintes persistantes à ce jour et qui entravent l'avancement des travaux, à savoir : oppositions et déviations de réseaux au nombre de 317 : soit 1,7 contraintes/km ; libération des études du lot Gares, en souffrance depuis leur date de remise, le 13-3-2014 ; libération des études de changement de tracés demandées par le maître de l'ouvrage, pour contournement des contraintes techniques majeures et évitement des agglomérations urbaines sur un itinéraire minimum de 31 km».

Ce n'est pas tout. Le groupe ajoute, dans sa réponse, qu'il «sollicite le maître de l'ouvrage pour le paiement des situations des travaux n°60 (...) et la situation de révision des prix n°02 déposée le 8-5-2017, d'un montant cumulé de 3 638 622 263,01 DA/ TTC, auquel s'ajoute une production stockée de 1 283 000 000,00 DA/TTC, soit un montant total de 4 927 622 663,01 DA/TTC».

Le groupe conclut sa réponse en considérant que «la mise en demeure est injustifiée et infondée» et ajoutera qu'il réitère son entière disponibilité «à œuvrer en commun avec le maître de l'ouvrage pour la livraison du projet dans les meilleurs délais».

Dans une autre réponse à propos d'une autre mise en demeure, le groupe Haddad renvoie carrément l'accusation à l'Etat auquel il endosse la responsabilité dans le retard décrié. C'est le cas du projet de réalisation de la route reliant la ville de Bouinan à l'autoroute Est-



Photo : Samir Sid

Ali Haddad.

Ouest, par le chemin de wilaya n°114. «On lit ce qui suit, en effet, dans la réponse du groupe Haddad : «L'entreprise SPA Groupe ETRHB Haddad précise que les travaux à l'arrêt depuis le 1-6-2017 sur ordre du maître de service n°36/DTP/SAM/2017 du maître de l'ouvrage pour cause de présence de contraintes (habitation en plus de réseau d'électricité) ont repris le 2-7-2017 sur ordre de service des travaux n°52/DTP/SAM/2017.»

De même que le groupe Haddad «demande au maître de l'ouvrage de lever les contraintes persistantes à ce jour (oppositions des riverains et déplacements des réseaux) afin de permettre l'achèvement de l'ensemble des travaux (et) informe le maître de l'ouvrage que l'avancement physique du projet a atteint les 80% alors que le paiement des situations n'est qu'à 30%.» Tout comme il réclame «le paiement de 9 situa-

tions des travaux d'un montant cumulé de 1 541 066 707,00 DA/TTC (...) auquel s'ajoute une production stockée estimée à 220 000 000,00 DA/ TTC, soit un total de 1 761 066 707,51 DA/TTC». Enfin, le groupe «signale que l'ODS d'arrêt, pour intempéries et contraintes, d'une durée cumulée de 11 mois, ordonnées par le maître de l'ouvrage ont engendré des immobilisations des moyens humains et matériels et des perturbations dans la programmation des travaux, ayant fait subir à l'entreprise un impact financier estimé à 85 849 719,36 DA/TTC».

Inutile de préciser que le groupe considère, dès lors, que la mise en demeure concernant ce projet est «injustifiée et non fondée». L'Etat est également désigné par le groupe Haddad comme le seul responsable dans les retards de réalisation d'un autre projet, celui de la réalisation de la ligne à double voie électrifiée Tlemcen-Akkid Abbès et Oued Tielat-Akkid Abbès. Le groupe précise en effet «qu'après réception de l'ordre de service de démarrage des travaux en date du 20 mars 2013 a exécuté tous les travaux d'installation de chantier (bases de vie, carrière d'agréats, centre de production).

Et a élaboré et déposé auprès du maître de l'ouvrage, l'étude de maturation du projet en date du 30 mars 2015 (...). Par contre, «le groupe précise que le bureau de contrôle et de suivi (BCS) n'a été installé au niveau du projet qu'en date du 26-1-2017». Aussi, «le groupe signale que malgré l'installation tardive du BCS, ce dernier n'a approuvé, à ce jour, aucun dossier d'exécution permettant au groupement de démarrer effectivement les travaux».

Un retard qui, selon le groupe, lui a occasionné des pertes estimées à 3 531 270 648,68 DA/TTC. Ceci étant, les explications fournies par Ali Haddad seront-elles de nature à convaincre le gouvernement ? Affaire à suivre de très près...

K. A.

PARTIS POLITIQUES ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Les craintes d'une campagne «sélective» et «conjoncturelle»

La campagne menée contre des hommes d'affaires depuis l'intronisation du nouveau Premier ministre est perçue par des partis de l'opposition comme une «opération de toilettage, ciblée et conjoncturelle» dans la perspective des élections présidentielles d'avril 2019.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Le froid installé entre le nouvel exécutif qui dit obéir à une feuille de route tracée par le président de la République et des membres des plus en vue de la plus puissante organisation patronale du pays suscite moult interprétations. S'agit-il d'une volonté sincère en haut lieu décidé, enfin, à mettre le holà à l'hydre que constitue la corruption qui a gangréné les institutions du pays jusqu'à les menacer dans leur existence même ou d'un simple lifting en vue du rendez-vous électoral d'avril 2019 ? Si grand monde souhaite la première hypothèse, l'appréhension est de mise tant le scénario d'une opération ponctuelle dictée par une échéance politique à même de pérenniser le système en place est là, ancré dans les esprits.

Ce que, d'ailleurs, nombre d'acteurs politiques reprennent dans leur appréciation de cette nouvelle donne sur la scène politique nationale, avec, il est vrai, quelques nuances, manière de ne pas insulter l'avenir et ainsi cultiver l'espoir et ne pas paraître encore «négalistes» tels qu'ils sont accusés.

C'est ainsi que le parti des Avant-gardes des libertés ne nourrit aucune illusion quant à la sincérité du pouvoir en place de lutter contre la corruption. «C'est une pièce de théâtre. Nous ne pouvons tout de même croire à ce que le pouvoir en place, bâti sur la corruption, puisse combattre sa raison d'être. Haddad n'existait pas il

y a dix ans. C'est eux qui lui ont ouvert les vannes. Et il leur a rendu l'ascenseur en finançant la campagne électorale pour les élections présidentielles d'avril 2014», soutient le chargé de la communication du parti.

Et à Ahmed Adhimi de défier le système d'«aller au-delà de ses éléments périphériques comme le patron du FCE pour toucher à son cœur». Pour notre interlocuteur, «le

système en place n'a agi que suite à la giflle qu'il a reçue le 4 mai dernier, convaincu que le taux de participation aux élections législatives de ce jour ne dépassait pas les 20%». Adhimi dit s'attendre à ce que une «vingtaine d'hommes d'affaires seront sacrifiés pour se donner une nouvelle virginité en vue des élections présidentielles de 2019».

Un avis que partage ou presque le FFS. Le chargé de la communication du doyen des partis de l'opposition soutient «ne pas croire en une guerre contre la corruption tant que le système en place est encore là». Pour Hacène Ferli, la véritable lutte contre ce fléau passe inéluctable-

ment par «un changement de régime dans sa totalité et pas celui de personnes». Du côté du RCD, on exprime des appréhensions que «cette campagne ressemble aux précédentes.

Comme les campagnes d'assainissement menées du temps du parti unique», affirme le secrétaire national à l'économie au sein du parti pour qui il y a crainte que cette campagne ne ressemble à une opération mains propres à la «sauce algérienne», avec les grands risques sur les institutions du pays au vu de la peur que cela prenne l'allure de «rendements de comptes». Ouamer Saoudi avoue «ne pas encore cerner» l'objectif ou

les objectifs courus par les promoteurs de cette campagne dont les premiers dégâts révélés quotidiennement par les médias sont «énormes», estimant qu'en tout état de cause, «le pouvoir ne peut pas sortir grandi de cette campagne».

Une campagne dont le nouveau président du MSP craint le caractère de «ciblage». «La lutte contre la corruption ne doit pas être sélective», affirmait, hier, Abdelmadjid Ménasra, s'interrogeant si elle était «durable ou simplement conjoncturelle», répondant à un objectif ou à des objectifs politiques», allusion aux élections présidentielles prévues en 2019.

M. K.

AFFAIRE TEBBOUNE-HADDAD

Un dossier «politisé», pour le MSP

Pour le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), le différend entre le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, et l'homme d'affaires Ali Haddad, est un dossier politisé. Il a également regretté l'intervention «injustifiée» du patron de la centrale syndicale.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - L'affaire Tebboune-Haddad fait toujours réagir. Hier, c'était autour de Abdelmadjid Menasra de s'exprimer sur la question. Intervenant lors de la cérémonie de passation de consignes, le président du MSP estime que ce dossier est loin d'être «innocent». Il rappelle, à cet effet, le caractère du pouvoir en place qui promet des hommes d'affaires avant de les faire remplacer par d'autres. «Le système est ainsi fait. Il a anéanti des hommes d'affaires et des entreprises et a insufflé des

hommes d'affaires et des entreprises», dit-il. Menasra déplore, toutefois, l'intervention du patron de l'UGTA (Union générale des travailleurs algériens) pour prendre la défense de l'homme d'affaires, Ali Haddad. «Pourquoi Sidi-Saïd a défendu Haddad ? Qu'est-ce qui lie un syndicaliste à un homme d'affaires ?» s'interroge-t-il. Considérant que cette intervention reste injustifiée, il assure qu'il y a «conversion de missions» du patron de la centrale syndicale. «Il faut une lutte juste et réglementaire et l'UGTA n'a pas à

intervenir», dit-il encore. Il soutient ainsi une lutte contre la corruption «non sélective» et «non conjoncturelle». Le président du MSP a affirmé, par ailleurs, que le congrès de consensus de son parti, tenu samedi dernier, à Alger, a été un congrès «rassembleur» de l'école Nahnah et de trois générations du Mouvement de la société pour la paix. «C'est un congrès consensuel et d'unité. Il est le fruit de négociations de quatre années depuis l'accord-cadre», dit-il.

Selon lui, cette union va permettre de renforcer la scène politique, notamment avec la répercussion de l'unité centrale au niveau local. «Aujourd'hui, notre priorité est la victoire aux prochaines élections locales. Il est question, également,

de concrétiser une présence politique significative à travers l'action de l'opposition parlementaire», ajoute-t-il.

De son côté, le président sortant du MSP, Abderazak Mokri, a qualifié cette union d'«exploit» pour le mouvement de Nahnah. «Cette union est un exemple dans la gestion et le règlement des conflits», dit-il.

Selon lui, le congrès d'unification s'est distingué par le retour au bercail d'un grand nombre de «symboles» et «fondateurs» du MSP qui ont quitté auparavant le parti pour «des causes diverses», précise-t-il.

«Aujourd'hui, poursuit-il, nous sommes devenus un seul corps et cette union nous renforcera davantage».

Ry. N.